

LA RÉVOLUTION MISE À JOUR

UN POINT DE VUE LATINO-AMÉRICAIN

Verónica Gago

L'Amérique latine constitue un terrain privilégié pour repenser les rationalités politiques minoritaires que le multiculturalisme néolibéral des années 1990 semblait avoir effacées. Cela a mis à rude épreuve les lectures issues du monde universitaire étatsunien. Pour s'adapter au Sud global, le Frantz Fanon des années 1970 a été réinterprété à partir d'un point de vue régional et en lien avec la traduction (au sens large) des études indiennes sur la subalternité. Certaines conditions politiques de la traduction sont alors apparues comme évidentes : la nécessité de penser l'action politique au-delà du canon classicomarxiste, d'abord ; la nécessité de faire face au renouveau néolibéral multiculturaliste du pouvoir, ensuite ; la nécessité d'une exploration théorique en dehors de l'université, enfin.

Cette réflexion est particulièrement active en Amérique latine, notamment en ce qui concerne la traductibilité de la révolution, où il existe toujours une opposition non résolue entre un échafaudage intellectuel « européenisant » et une réalité singulière. Les réflexions latino-américaines sur la traductibilité se sont également déployées sur la question du travail et des travailleurs et travailleuses, grâce à la reformulation opérée par les mouvements sociaux et féministes. Plus encore qu'un contre-discours, cette reformulation est, à mes yeux, un approfondissement et une radicalisation du débat.

Le cycle de luttes sociales qui agitent actuellement l'Amérique latine témoigne d'un renouveau de l'antagonisme politique. Et aujourd'hui, cet antagonisme s'exprime à travers une révolution féministe. Alors qu'il semblait appartenir au passé, le terme de « révolution » a été remis en circulation par les féministes : l'expérience révolutionnaire est à nouveau énonçable, palpable. Ce mouvement met ainsi à mal la proclamation précipitée de la « fin de la révolution » qui avait fini par « pacifier » l'espace politique et par disqualifier, du même coup, les dynamiques concrètes de désobéissance, de révolte et de transformation radicale de la société. Il ne faut toutefois pas occulter la dimension spécifiquement féministe du mouvement : celle-ci bouscule nos représentations traditionnelles de ce qu'est une révolution, les images et concepts que nous y rattachons, et nous force à réfléchir collectivement au sens que ce terme recouvre dans ce contexte et aux raisons pour lesquelles nous l'employons.

La méfiance à l'égard de ce mot est symptomatique des usages qui en ont été faits par le passé et témoigne, dans le même temps, d'une appréhension : le présent ne semble pas être à la hauteur des révolutions du passé. Mais si l'on veut saisir de manière pragmatique ce qui se joue dans les révoltes et la dynamique politique actuelles, il est aujourd'hui nécessaire d'employer ce terme.

La double temporalité des révolutions féministes

La « révolution féministe » dont nous parlons est celle des corps, des rues, des lits et des maisons ; elle incarne et exprime la réelle portée du slogan : « Nous voulons tout changer ! » Les contestations et insubordinations, qui témoignent de ce désir de révolution, bouleversent l'ensemble des relations sociales. Elles affirment que la révolution n'est pas un but ultime ou un objectif lointain : le temps de la révolution, c'est maintenant. Ces deux registres temporels n'ont d'ailleurs pas à être opposés, et c'est pourquoi il me semble important de revendiquer le concept de « *realpolitik* révolutionnaire » tel qu'il a été formulé par Rosa Luxemburg et qui entend raccorder les transformations quotidiennes à l'horizon plus lointain du changement radical, en partant de l'ici et du maintenant, et grâce à une politique « par en bas ». La téléologie du « but ultime » s'en trouve déplacée : elle ne cesse pas d'exister ni n'est affaiblie : elle entre dans une autre relation temporelle avec cette politique du quotidien. La dynamique révolutionnaire s'imprègne ainsi d'actions concrètes et singulières. Ces deux pôles ne sont plus opposés, mais complémentaires. Et c'est bien ce que permet cette révolution féministe

en faisant pénétrer une politique radicale et concrète dans les rues, dans les lits et dans les foyers.

Plus encore : au-delà de cette complémentarité se crée une temporalité stratégique, celle du déploiement du mouvement au présent. Il devient possible d'agir sur les contradictions existantes sans attendre ni l'émergence de sujets qui seraient absolument libérés, ni les conditions idéales de la lutte, ni la constitution d'un espace unique qui concentrerait à lui seul la transformation sociale. Cette temporalité fait donc appel au pouvoir de rupture de chaque action et ne les limite pas à un horizon final, unique et spectaculaire, qui marquerait le terme d'une accumulation strictement évolutive. Dans cette perspective, la dynamique réformiste et la dynamique révolutionnaire ne divisent pas l'action. Au contraire, elles coexistent et leurs temporalités respectives peuvent s'articuler : les revendications spécifiques au malaise quotidien s'articulent au slogan : « Allons jusqu'au bout ! » À la fois simultanée et non séquentielle, cette temporalité stratégique permet de critiquer radicalement le capitalisme néolibéral et de repenser l'ensemble des rapports sociaux et politiques. Elle équivaut, plus précisément, à un rejet concret et énergique des multiples dépossessions et des nouvelles formes d'exploitation par lesquelles le capital s'empare de nos vies.

Cette bataille au corps-à-corps est aujourd'hui menée sur tous les fronts : de la dette privée à la précarisation ; du néo-extractivisme et de ses « zones de sacrifice » à la militarisation ; de la criminalisation des frontières à la production d'« ennemis intérieurs ». Lorsque le féminisme devient un mouvement de masse, comme cela s'est produit ces dernières années, il constitue une réponse puissante à l'action paternaliste et « philanthropique » qui cherche à pallier la précarité en imposant par la peur des formes de subjectivation conservatrices et réactionnaires. Car, face au mouvement féministe, qui politise de manière nouvelle la crise de la reproduction sociale comme une crise à la fois de la civilisation et de la structure patriarcale de la société, un élan fasciste cherche à le contrer et à canaliser cette crise en défendant une économie de l'obéissance. Dans les fondamentalismes religieux comme dans la construction paranoïaque d'un nouvel ennemi intérieur, on assiste aujourd'hui à une tentative de terroriser les forces de déstabilisation mues par ce féminisme transnational qui s'est montré capable de produire un canevas commun à des luttes diverses.

Mon continent, l'Amérique latine, n'est pas facile à pacifier, et les violences institutionnelles et para-étatiques y sont de plus en plus fortes. En face, les soulèvements indigènes, les protestations populaires, les mobilisations féministes et, surtout, la convergence de ces luttes forment un mouve-

ment massif dont il n'est pas aisé de prendre la mesure. Ce mouvement révolutionnaire aborde d'une manière nouvelle l'exploitation, les oppressions structurelles ou encore l'universalité. Il ne faut pas balayer d'un revers de main ces critiques féministes et anticoloniales, sous prétexte qu'elles seraient politiquement inefficaces. Celles-ci ne cherchent pas à opposer identité et classe ni pouvoir et exploitation. Par exemple la question de la classe, propre au marxisme, n'est pas toujours nommée de cette manière par ce mouvement. Pourtant, on la retrouve au sein des luttes actuelles, en particulier lorsqu'on parle du travail reproductif, de la violence inhérente à l'appropriation extractiviste contre certains corps et territoires ou encore de la pratique de la grève féministe, qui se déploie plus fréquemment depuis quelques années dans des dizaines de pays à travers le monde.

Ainsi, il ne s'agit absolument pas de remplacer ou de dissoudre le problème de l'exploitation, mais de le reformuler en fonction du triptyque formé par ces trois phénomènes en réalité indissociables : capitalisme/patriarcat/colonialisme. N'oublions pas que les économies précaires, migrantes et populaires, ainsi que le travail effectué dans la sphère domestique et pour soutenir la communauté – majoritairement assuré par des femmes – constituent le cœur des nouvelles zones prolétariennes du néolibéralisme.

Que signifie, dès lors, penser l'existence prolétarienne d'un point de vue féministe ? Silvia Federici nous a appris que croiser certaines perspectives féministes, marxistes et anticoloniales implique de porter un regard critique sur la manière dont Marx et Engels conçoivent le travail des femmes. En effet, chez eux, femmes et enfants fonctionnent comme des appendices de la machine : en tant que force de travail, ils sont incorporés dans la production industrielle et indifférenciés. Ainsi, l'âge et le sexe n'ont, dans ce cadre, aucune signification sociale et ces caractéristiques sont réduites à des variables de coûts.

Au contraire, une perspective féministe et anticoloniale offre une lecture inclusive en prenant en compte toutes celles et tous ceux qui sont producteurs de valeur. Celle-ci considère que les différences entre les individus obligent à reconceptualiser la notion même de force de travail. Dans cette perspective, le corps n'est pas une simple mesure permettant d'attribuer un coût à une force de travail, et le travail n'est pas uniquement défini comme des tâches effectuées en échange d'un salaire. Federici insiste sur ce dernier point et, à ses yeux, le travail salarié apparaît même comme une forme spécifique d'invisibilisation du travail non salarié. C'est pour contrer cette abstraction des différences entre travailleurs et travailleuses que les luttes féministes actuelles soulignent l'hétérogénéité du travail et montrent, de manière très

concrète, le différentiel d'exploitation qui résulte de cette universalisation du prolétariat (en termes de conditions de travail, d'horaires, de niveaux de salaire, du fait de recevoir ou non un salaire pour son travail, etc.).

L'Amérique latine, terre de luttes contre l'extractivisme

Le travail informel a toujours existé dans les économies latino-américaines. Si, au milieu du xx^e siècle, les développementalistes avaient émis l'hypothèse que le travail informel finirait par être transformé en travail salarié, celle-ci a été mise à mal par le terrorisme d'État puisque la répression a ciblé en particulier les organisations des travailleurs. L'émergence d'un cycle de mobilisation indigène et le soulèvement zapatiste de 1994 ont marqué un point d'inflexion. Quelques années plus tard, avec la crise économique du début du xxi^e siècle, ces mouvements ont convergé dans une série de révoltes contre le néolibéralisme. Ces dernières, qui ont réuni des acteurs indigènes, issus des classes populaires et de divers mouvements sociaux, ont eu lieu dans différents pays et ont constitué un terreau favorable à la mise en place de gouvernements progressistes.

C'est sur la base de ces expériences que se structurent ce que l'on appelle en Amérique latine les « économies populaires ». Ces dernières sont un type de coopération sociale étendue aux territoires périphériques urbains où prolifèrent des formes de travail « sans patron », sans chef, de manière autogérée et en lien avec des circuits à la fois formels, légaux et illégaux. Sans être en marge des relations capitalistes, ces réseaux communautaires – qui doivent être pensés sans connotation folklorique – se distancient à la fois de la figure individuelle de l'entrepreneur et de la « victime » dépendante des institutions de l'État. Lorsqu'une organisation de quartier ne fait pas confiance au seul État pour résoudre les questions sociales et s'organise, elle commence à contester la signification actuelle de la reproduction sociale et les moyens d'affronter les conflits, en évitant de tomber dans les grammaires de l'« insécurité » qui débouchent sur des politiques punitives.

La question du travail et des économies populaires est liée à son tour à celle de l'extractivisme historique et de ses expressions les plus récentes. Cette question de l'extractivisme a été l'un des axes majeurs du débat critique latino-américain des dernières décennies. Ainsi, l'approfondissement et la radicalisation des activités extractives ont donné lieu à d'importantes conceptualisations. Celles-ci nous permettent de mieux comprendre comment notre

région participe à l'« économie monde » par l'intensification de la dynamique extractive et l'expropriation systématique des terres.

L'extraction des matières premières en Amérique latine s'inscrit dans une histoire globale vieille de cinq siècles. Elle remonte au processus de colonisation capitaliste et se poursuit par la mise en place d'une économie rentière par les élites créoles, prolongeant le caractère colonial de l'économie latino-américaine après la création d'États républicains. Diverses analyses historiques montrent comment ce caractère rentier a été associé à un projet de modernisation qui dissimule toujours le mode prédateur et archaïsant des élites latino-américaines, celles que Silvia Rivera Cusicanqui considère dépendantes des élites métropolitaines du capital mondial. Dans le cadre du « consensus de Washington¹ », l'extractivisme des matières premières et l'agro-industrie ont été rendus possibles par le biais des réformes néolibérales des années 1990, qui renvoyaient à leur tour à des dynamiques structurelles remontant souvent aux dictatures militaires.

La question de l'extractivisme en Amérique latine est essentielle car elle relie des formes d'accumulation, des dynamiques spécifiques d'exploitation du travail, des violences simultanées et des échelles d'extraction de plus en plus grandes. Il me semble fondamental d'associer extractivisme et exploitation du travail – récemment, par des dispositifs financiers – et de comprendre leur lien afin de ne pas tomber dans les représentations schématiques qui pensent le « tiers monde » en termes de bassin de matières premières, dont la force de travail, puisqu'elle n'est pas formellement « libre » en termes marxistes, ne compterait pas comme du « vrai » travail.

Plus récemment, j'ai étudié les dynamiques financières d'endettement et de consommation dans les secteurs populaires, afin de comprendre comment elles réorganisaient les formes d'exploitation du travail et la subjectivité politique. La finance a été la plus habile et la plus prompte à identifier la vitalité populaire et à y enraciner une extraction de valeur qui opère directement sur la force de travail en tant que travail vivant. C'est pourquoi cette dynamique, qui organise une modalité d'exploitation, peut être considérée, elle aussi, comme de l'extractivisme.

La relation entre extractivisme et violence contre les femmes et les corps féminisés a également été un point fondamental dans les mobilisations et la conscientisation dans le cycle féministe de ces dernières années. Si nous considérons le néolibéralisme comme une intensification de l'extractivisme

1. Il s'agit, pour mémoire, d'une série de mesures néolibérales adoptées à l'instigation de l'administration Reagan pour lutter contre l'endettement d'un certain nombre de pays par des privatisations massives, l'austérité fiscale, la réduction des dépenses publiques, la hausse de la taxation des revenus moyens et faibles et l'incitation aux importations [N.d.E].

et des attaques contre la reproduction sociale, nous pouvons comprendre la stratégie des luttes féministes face aux dépossession et aux dispositifs financiers qui sont présentés comme des solutions privées à la crise de la reproduction sociale, mais opèrent de nouvelles formes d'extraction de la valeur. Les féministes rendent ainsi visibles les articulations entre divers types de violences, sexuelles, financières, racistes, syndicales ou institutionnelles.

Ce n'est pas un hasard si le cycle féministe de ces dernières années a été impulsé par le Sud. Les luttes féministes récentes permettent de relier les formes de violence machiste et néolibérale à l'histoire coloniale de la dépossession des territoires et des corps. Ces derniers, parce qu'ils sont subalternisés en termes de genre, de race et de classe, ne sont pas même considérés comme produisant de la valeur. Nous observons aujourd'hui que ces dynamiques s'intensifient contre les corps des femmes, des lesbiennes, des travestis et des transgenres. Ce sont les féminismes, dans leur pluralité, qui établissent la grammaire pour comprendre ces phénomènes et ce sont en particulier les femmes qui sont à l'avant-garde de ces conflits.

En Amérique latine, les luttes féministes mènent des initiatives qui s'opposent matériellement à la capacité d'extraction de la rente – en particulier contre la dette, la spéculation immobilière sur le logement et l'extension des dites « zones de sacrifice » pour les projets d'extraction. Ces luttes anti-extractivistes, anticoloniales et antipatriarcales s'inscrivent dans une dynamique révolutionnaire au sens où elles proposent un horizon de transformation sociale ici et maintenant. Elles participent au renouveau de l'antagonisme politique et offrent des pratiques et raisonnements alternatifs à ceux du développement capitaliste.